



# VEILLE BIMENSUELLE

# NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

# DE LONDRES

N° 9 – 7 au 27 mai 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Le *Queen's Speech* confirme le report de la mise en place officielle de la *Digital Markets Unit* et la volonté du R-U de réformer son cadre de protection des données

### Economie numérique et régulation

- Un groupe de parlementaires appelle à un meilleur encadrement du travail des enfants sur les réseaux sociaux
- Une responsable de *Meta* devient la nouvelle directrice de la sécurité en ligne à l'*Ofcom*
- L'autorité de la concurrence ouvre une enquête sur les pratiques anti-concurrentielles de *Google* dans les *ad tech*

### Télécommunications et réseaux

- Le Royaume-Uni ajoute deux leaders russes des micro-processeurs sur la liste des entités sanctionnées
- Le gouvernement ordonne l'ouverture d'une enquête au titre de la sécurité nationale sur l'acquisition de *Newport Wafer Fab* par *Nexperia*
- Le gouvernement ordonne l'ouverture d'une enquête au titre de la sécurité nationale sur la prise de participation d'*Altice* dans *BT*

### Données et intelligence artificielle

- Une action en justice contre *Google* est ouverte pour utilisation de données illégales du NHS par sa filiale *DeepMind*
- L'*Information Commissioner's Office* condamne *Clearview AI* à une amende de 7,5 M€

### Spatial

- Le Royaume-Uni réalisera son premier lancement de satellites depuis la Cornouaille cet été

### Ecosystème tech

- Le maire de Londres a promu la capitale auprès d'investisseurs tech lors de son déplacement aux États-Unis

## 🗨️ Fait marquant : Le *Queen's Speech* confirme le report de la mise en place officielle de la *Digital Markets Unit*, et la volonté du R-U de réformer son cadre de protection des données

Le [Queen's Speech](#), qui présente les priorités législatives du gouvernement pour l'année à venir, a été prononcé (exceptionnellement) par le prince Charles le 10 mai dernier. Parmi les 38 projets de loi cités, plusieurs concernent le numérique et seront portés par le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* (DCMS) :

- *Draft Digital Markets, Competition and Consumer Bill*. La loi conférant des pouvoirs spécifiques de régulation à la *Digital Markets Unit*, nouvelle unité au sein de l'autorité de la concurrence britannique dédiée aux grandes plate-formes du numérique, devrait être publiée au cours de l'année, mais sous forme de *Draft* (« brouillon ») uniquement. La mise en place officielle de la nouvelle entité, qui fonctionne actuellement sous une forme non statutaire « fantôme », apparaît ainsi repoussée *d'a minima* un an. Cette annonce s'inscrit à la suite de la [publication](#) par le gouvernement, le 6 mai, de sa réponse à la consultation sur le statut de la *DMU*, précisant certains aspects du cadre réglementaire.
- *Data Reform Bill*. Le prince Charles a indiqué que le régime de protection des données britannique allait être réformé, sans pour autant en préciser l'orientation. Cette dernière pourrait être définie par la réponse du gouvernement – toujours attendue – à la consultation [« Data: a new direction »](#) menée de septembre à novembre 2021. Le cadre qui y était présenté visait à tirer profit de la « *data dividend* » du Brexit, et pourrait diverger de certains standards européens du RGPD.
- *Electronic Trade Documents Bill*. Ce projet de loi devrait octroyer aux documents commerciaux électroniques la même valeur juridique que les documents papier. Cette réforme s'inscrit à la suite d'un [rapport](#) de la *Law Commission* (organe indépendant chargé d'évaluer et de réformer la loi) publié en mars 2022, qui mettait en avant les bénéfices économiques et d'efficacité d'une telle réforme.

Enfin, deux projets de loi de la dernière session du Parlement ont été reportés à la nouvelle session : l'*Online Safety Bill*, mettant en place un nouveau cadre de régulation des contenus en ligne sur les grandes plate-formes, et la *Product Security and Telecommunications*

*Infrastructure Bill*, visant à garantir la cybersécurité des produits et appareils numériques et accélérer le déploiement de l'infrastructure numérique.

## 🌐 Economie numérique et régulation

### 1 Un groupe de parlementaires appelle à un meilleur encadrement du travail des enfants sur les réseaux sociaux

Dans un [rapport](#) publié le 9 mai par la commission du DCMS (*Digital, Culture, Media and Sport Committee*) de la Chambre des communes, intitulé « *Influencer culture, lights, camera, inaction ?* », des parlementaires ont appelé à un meilleur encadrement des conditions de travail des enfants sur les réseaux sociaux. Les lois du travail et la régulation publicitaire apparaissent inadaptées à l'ère numérique et au phénomène croissant des « influenceurs ». Ces derniers sont définis comme des créateurs de contenu exerçant une influence commerciale et non-commerciale sur leur public, à travers des plate-formes telles que *Youtube*, *TikTok* et *Instagram*. Les enfants sont affectés par ce manque d'encadrement, aussi bien en tant qu'utilisateurs des réseaux (particulièrement influençables, car encore en train de développer leur *digital literacy*) qu'en tant qu'enfants « influenceurs » (parfois exploités par des adultes pour produire du contenu lucratif). Le rapport recommande donc au gouvernement de :

- Renforcer les actions en matière de *media literacy* (capacité à analyser les sources d'information), notamment à l'école, et demander à l'*Adversting Standards Agency* de rendre les règles encadrant les publicités en ligne ciblant les enfants plus strictes.
- Travailler à une nouvelle législation encadrant les heures et conditions de travail des enfants en ligne et garantissant le droit à l'effacement.
- Prendre en compte dans l'*Online Safety Bill* la spécificité des préjudices subis par les influenceurs, afin de garantir un bon *reporting* de leurs plaintes.
- Enquêter sur les pratiques de rémunération sur le marché des influenceurs, majoritairement financés par les grandes plate-formes de réseaux sociaux.
- Etendre le champ du *Non-broadcast Adversting Code* (encadrant le contenu des publicités) aux publications des « influenceurs ».

### 2 Une responsable de Meta devient la nouvelle directrice de la sécurité en ligne à l'Ofcom

L'*Ofcom*, régulateur britannique des télécommunications, a [annoncé](#) fin avril la nomination de Jessica Zucker, qui dirigeait chez *Meta* l'équipe chargée de la lutte contre la désinformation dans la région EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique). Elle rejoindra l'*Ofcom* début juin en tant que directrice de la politique de sécurité en ligne, et aura pour mission de mettre en place la nouvelle réglementation en matière de contenus en ligne au R-U (*Online Safety Bill*). Elle mettra plus particulièrement en œuvre la régulation des plate-formes de partage de vidéos (telles que *TikTok*, *Twitch* ou *Snapchat*).

### 3 L'autorité de la concurrence ouvre une enquête sur les pratiques anti-concurrentielles de Google dans les ad tech

La *Competition and Markets Authority* (CMA) a ouvert le 25 mai une [enquête](#) préliminaire sur la possible violation par Google du droit de la concurrence dans le secteur des *ad tech* (publicités en ligne). La CMA suspecte le géant américain d'abuser de sa position dominante dans «*l'ad tech stark*», désignant la chaîne d'approvisionnement des services d'intermédiation entre vendeurs (éditeurs de contenu, tels que les journaux en ligne) et acheteurs (publicitaires), c'est-à-dire les services d'achat, de vente et de diffusion d'affichages publicitaires en ligne. La CMA va enquêter sur trois niveaux de la chaîne d'approvisionnement, dans lesquelles Google est le principal fournisseur de services :

- Les plate-formes d'optimisation d'achat publicitaire (« *Demand-Side Platforms* »), logiciels permettant aux annonceurs de cibler leurs consommateurs et leurs achats d'espace,
- Les places de marché d'inventaire publicitaire (« *Ad Exchange* »), mettant en relation éditeurs et publicitaires pour l'achat d'espaces publicitaires,
- Les serveurs de publicité (« *Adserver* »), hébergeant les publicités en ligne et assurant sa diffusion sur des sites.

## 📡 Télécommunications et réseaux

### 1 Le Royaume-Uni ajoute deux leaders russes des micro-processeurs sur la liste des entités sanctionnées

Le gouvernement britannique a [ajouté](#) le 4 mai sur la liste des entités russes faisant l'objet de sanctions économiques et financières les deux plus importants fabricants de puces en Russie, *Baical Electronics* et *MCST*. Les deux entités – considérées comme stratégiques pour l'indépendance technologique de la Russie – n'auront ainsi plus accès à la propriété intellectuelle d'*Arm* (utilisée dans la quasi intégralité des micro-processeurs), basée à Cambridge. Le gouvernement britannique a justifié ces mesures par la volonté « d'encourager la Russie à cesser ses actions déstabilisant l'Ukraine ».

### 2 Le gouvernement ordonne l'ouverture d'une enquête au titre de la sécurité nationale sur l'acquisition de Newport Wafer Fab par Nexperia

Le Ministre du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS) Kwasi Kwarteng a [annoncé](#) le 25 mai l'ouverture d'une enquête approfondie sur les implications en matière de sécurité nationale de l'acquisition par *Nexperia* de *Newport Wafer Fab*, plus grand fabricant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées dans la fabrication de puces électroniques. Pour rappel, [Nexperia](#), entreprise de semi-conducteurs basée aux Pays-Bas mais détenue à 100 % par le chinois [Wingtech Technology](#), avait [annoncé](#) le 5 juillet 2021 le

rachat de l'entreprise britannique. Or, au titre du *National Security and Investment Act 2021* – établissant un mécanisme de filtrage des investissements dans les domaines stratégiques – le gouvernement a un pouvoir d'intervention discrétionnaire dit de « *call-in* », permettant au ministre de l'Economie d'intervenir dans une transaction en cours ou déjà effectuée. Le gouvernement dispose d'un délai de 30 jours ouvrés (pouvant être étendu de 45 jours) pour publier les résultats de son enquête.

### 3 Le gouvernement ordonne l'ouverture d'une enquête au titre de la sécurité nationale sur la prise de participation d'Altice dans BT

Le ministre du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS) Kwasi Kwarteng a annoncé le 26 mai l'utilisation de son pouvoir de « *call-in* » sur la prise de participation d'Altice dans BT, permettant –au titre du *National Security and Investment Act 2021* – d'intervenir dans une transaction en cours ou déjà effectuée pour des raisons de sécurité nationale. Pour rappel, Patrick Drahi, PDG d'Altice (propriétaire de SFR en France), avait annoncé le 14 décembre être monté à 18 % du capital de BT, l'opérateur télécoms britannique historique, après avoir réalisé une première prise de participation à hauteur de 12,1 % six mois auparavant. Le gouvernement dispose d'un délai de 30 jours ouvrés (pouvant être étendu de 45 jours) pour publier les résultats de son enquête.

## Données et intelligence artificielle

### 1 Une action en justice contre Google est ouverte pour utilisation illégale de données du NHS par sa filiale DeepMind

Une action en justice, équivalent à un recours collectif (*representative action*), a été intentée par Andrew Prismall le 17 mai devant la Haute Cour de justice d'Angleterre et du Pays de Galles contre Google et sa filiale d'intelligence artificielle DeepMind. Cette dernière est accusée « d'utilisation abusive d'informations privées », dans le cadre d'un accord de partage de données avec le *Royal Free London National Health Service Foundation Trust* (administrant plusieurs hôpitaux londoniens). Les deux organisations avaient signé en 2015 un accord pour développer *Streams*, une application qui simplifie l'accès aux données des patients par les médecins et infirmiers pour un meilleur pronostic des lésions rénales. Toutefois, il a été révélé que DeepMind accédait aux données confidentielles sur 5 ans d'1,6 M patients du NHS, sans leur consentement. En 2017, l'*Information Commissioner's Office* (ICO – équivalent de la CNIL) avait condamné le NHS pour violation du *Data Protection Act*, mais pas Google, estimant que le NHS avait volontairement transmis les données à DeepMind.

### 2 L'Information Commissioner's Office condamne Clearview AI à une amende de 7,5 M£

Dans un [communiqué de presse](#) du 23 mai, l'*Information Commissioner's Office* (ICO – équivalent de la CNIL) a annoncé la condamnation de Clearview AI, spécialisée dans les

technologies de reconnaissance faciale, pour violation des lois de protection des données britanniques. La société propose un service permettant à ses clients (parmi lesquels des services de police) de retrouver – à l'aide de sa base de données – les images en ligne d'une personne après avoir renseigné une photo. L'ICO a infligé à l'entreprise américaine une amende de plus de 7,5 M£. Par ailleurs, elle lui a également ordonné de cesser de récolter les données personnelles des résidents britanniques publiquement disponibles sur internet et de supprimer toutes les données déjà recueillies de ses systèmes. Cette décision s'inscrit à la suite d'une [enquête conjointe](#), avec l'autorité australienne chargée de la protection des données, l'*Office of the Australian Commissioner*, sur les pratiques de *Clearview AI*, clôturée en novembre 2021. *Clearview AI* est accusée d'avoir récolté plus de 20 Md d'images de visages et de données personnelles publiquement accessibles – dont celles de nombreux résidents britanniques –, afin d'alimenter sa base de données, sans information ni consentement des individus concernés.

## Spatial

### 1 Le Royaume-Uni réalisera son premier lancement de satellites depuis la Cornouaille cet été

Le ministère de la Défense britannique a [annoncé](#) le 10 mai le lancement prochain de deux satellites *Prometheus-2* cet été, depuis le port spatial [Spaceport Cornwall](#), basé à Newquay (Cornouaille). Ce sera le premier lancement de satellites depuis le sol britannique, et fait partie d'un programme de collaboration avec des partenaires internationaux tels que le *US National Reconnaissance Office* (agence américaine de renseignement par satellites). Les deux nano-satellites (de la taille d'une boîte de chaussures), conçus par *Built by In-Space Missions* (Hampshire) et *Airbus*, seront lancés sur des appareils de l'entreprise américaine *Virgin Orbit*, qui réalise des lancements horizontaux (mise en orbite en vol depuis un avion modifié). Ils auront pour objectif de tester des fonctionnalités GPS et des instruments d'imagerie permettant « un système de communication spatiale plus collaboratif et plus connectés avec leurs alliés militaires » (notamment américains).

## Ecosystème tech

### 1 Le maire de Londres a promu la capitale auprès d'investisseurs tech lors de son déplacement aux Etats-Unis

Le maire de Londres, Sadiq Khan, a réalisé un déplacement aux Etats-Unis du 9 au 13 mai afin de promouvoir la capitale auprès d'investisseurs internationaux. S. Khan s'est notamment rendu à San Francisco pour rencontrer des dirigeants de la Silicon Valley, tels que le *Chief Financial Officer* de *Google*, et des fonds d'investissements en capital-risque. L'objectif est de renforcer les liens entre les Etats-Unis et la capitale britannique, qui est déjà la première

destination des investissements directs à l'étrangers d'entreprises tech américaines, attirant 251 projets en 2021 selon les [données](#) de *London & Partners*, devant Singapour (154), Bangalore (121), Dublin (121) et Paris (115).

### Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 7 et 27 mai 2022 :

- [Saliency Labs](#), *Semiconductor* (processeurs photoniques) : [Seed, 11,5 M\\$](#)
- [Tumelo](#), *FinTech* (plate-forme d'informations pour investisseurs particuliers) : [Série A, 19 M\\$](#)
- [Vertice](#), *SaaS* (module de gestion des coûts de logiciels) : [Série A, 26 M\\$](#)
- [BVNK](#), *Crypto* (plate-forme de gestion de cryptoactifs) : [Série A, 40 M\\$](#)
- [Elwood](#), *Crypto* (plate-forme de gestion de crypto-actifs pour investisseurs institutionnels) : [Série A, 70 M\\$](#)
- [Bloom](#), *FinTech* (plate-forme de *RBF* – financements basés sur les revenus) : [Série A, 300 M€](#)
- [Legl](#), *LegalTech* (logiciel de services pour cabinets d'avocats) : [Série B, 18 M\\$](#)
- [Bike Club](#), *Leisure* (abonnement de vélos pour enfants) : [Série B, 16,75 M€](#)
- [Token](#), *FinTech* (plate-forme d'*open banking*) : [Série C, 40 M\\$](#)
- [Carbon Clean](#), *CleanTech* (technologie de capture de carbone) : [Série C, 150 M\\$](#)
- [Thought Machine](#), *SaaS* (appui à la transition informatique des banques) : [Série D, 160 M\\$](#)
- [Paddle](#), *FinTech* (infrastructures de paiement pour les entreprises SaaS) : [Série D, 200 M\\$](#)
- [Creditspring](#), *FinTech* (service de prêts à la demande) : [Funding Round, 48 M€](#)
- [Modulr](#), *FinTech* (service de paiement en ligne intégrés) : [Funding Round, 83 M€](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)